

## Préface de Samir AMIN

L'oppression des femmes et l'exploitation de leur travail, dont l'ancienneté rivalise avec celle de l'humanité, sont-elles, dans le moment contemporain de l'histoire sur le chemin de leur éradication ?

Quelles que soient les nuances qu'on puisse apporter à la réponse, celle-ci devrait, à mon avis, prendre en considération sérieuse le fait que le capitalisme n'y a pas intérêt. Car si le profit maximal (qui constitue le motif décisif qui commande les logiques de l'accumulation et de ce qu'on appelle vulgairement le « développement ») est en fonction inverse du niveau des salaires réels payés aux salariés directement exploités, ce dernier est à son tour fonction de la masse du travail que le capital ne paie pas. C'est ainsi que le travail des « femmes au foyer » - qualifié souvent fort malheureusement de « non productif » là où il faudrait dire « indirectement productif » - permet de réduire d'autant celui des salaires « directement productifs ».

L'observation est valable pour toutes les sociétés contemporaines – « développées » et « sous développées » - qui sont toutes bel et bien intégrées dans le capitalisme mondialisé. Encore devrait-on préciser ici que la proportion du travail indirectement productif (dont largement celui des femmes) dans l'ensemble du travail social est incomparablement plus forte dans le Sud (où la proportion des salariés demeure faible comparativement à ce qu'elle est dans le Nord). Ce qui explique en bonne partie la faiblesse des salaires réels – au delà de la part dans l'explication du fait qu'il faut faire aux différences de productivité du travail – la surexploitation du travail en général et les sur profits du capital, la surexploitation particulière du travail des femmes, comme les masses gigantesques de valeurs créées dans le Sud, transférées au bénéfice du Nord, enchâssées dans le système des prix et de ce fait invisibles pour l'économiste conventionnel.

De surcroît les systèmes sociaux du monde moderne ont partout su parfaitement articuler des formes anciennes de l'oppression des femmes (« le patriarcat ») aux exigences de l'exploitation capitaliste moderne.

De cette réalité résulte l'importance centrale des luttes conduites par les femmes (parfois, mais rarement hélas soutenues par d'autres) contre leur oppression et l'exploitation de leur travail.

Sans doute s'agit-il, dans l'immédiat, de luttes largement orientées vers l'égalité des droits (et sa mise en pratique). Egalité des statuts personnels, des salaires (à travail égal salaire égal), de l'accès aux « qualifications » sur la base desquelles les inégalités sont légitimées, dans le droit de la famille (droits parentaux et conjugaux), dans l'Etat (droit de vote). Marginalement la question de la reconnaissance d'un droit à la rémunération par la société du travail non marchand fourni par les femmes « au foyer » a commencé à être posée. Ce qui a été obtenu dans cette perspective reste jusqu'ici tout à fait marginal. Au mieux quelques « allocations » familiales ou autres. L'argument nouveau propose une véritable redistribution du revenu national – à grande échelle -, fondée sur le principe général de la solidarité nationale, permettant une rémunération réelle de toutes les formes du travail individuellement productif, massivement celui des femmes. Mais il ne s'agit jusqu'à ce jour que d'un thème abstrait concernant la société alternative (socialiste), nécessaire et possible, au delà du capitalisme.

Les luttes des femmes « pour l'égalité » ouvre donc la voie à une critique radicale du capitalisme. Mais pour ce que cette critique passe du stade de critique théorique du système à celui de la critique pratique par les travailleurs (hommes et femmes) qui en sont les victimes, encore faut-il que les luttes des femmes pour l'égalité s'articulent aux autres dans une stratégie commune anti-capitaliste (que je qualifie positivement de stratégie socialiste). Beaucoup des mouvements de femmes se méfieront de telles propositions. Non sans raisons valables. Car dans l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste réellement existant, on a entendu répéter ad nauseam : d'abord la révolution (ou la transformation par la réforme), ensuite on règlera le « problème des femmes ». L'honnêteté politique exige qu'on conçoive les choses autrement et qu'on en déduise des principes d'action autres : que toutes les luttes (dont évidemment ici celles des femmes) sont d'importance égale et que c'est seulement leur association immédiate – et non leur dissociation temporelle – qui permettra de rendre réelle des avancées révolutionnaires concrètes. La balle n'est pas dans le camp des mouvements de femmes, mais dans celui des autres – syndicats, organisations paysannes, partis politiques progressistes - qui ont le devoir (pour de surcroît être efficaces) d'intégrer les luttes des femmes dans leurs stratégies de dépassement du capitalisme et de construction des socialismes du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le défi concerne toutes les sociétés de la planète. Mais il prend certainement dans le Sud une dimension plus forte que jamais. Non pas parce que les sociétés du Sud seraient « forcément plus arriérées » – ce qu'on tente de nous faire croire – (même si certains symptômes peuvent donner crédibilité à cette affirmation), mais parce que les projets du capitalisme sénile en menacent les peuples comme jamais auparavant. Aujourd'hui la poursuite de l'expansion capitaliste exige la destruction rapide des « sociétés paysannes » - presque la moitié de l'humanité, les deux tiers au moins de celle du Sud. La lutte pour un « autre développement » (terme impropre du langage politique courant), pour une « autre mondialisation » (sa conséquence nécessaire) passe par l'invention de formes d'organisation sociale et politique fondées sur « la production paysanne familiale » - rénovée et ouverte sur le progrès commandé par ses exigences propres. Mais qui dit « production paysanne » devrait savoir qu'il s'agit de modes de production associant des hommes et des femmes, sans, bien sûr, les traiter comme des égaux. Les luttes pour le droit des sociétés paysannes, le droit de leur accès au sol et aux moyens de son exploitation, comme aux moyens de leur progrès, n'ont pas de sens sans reconnaissance du droit des paysannes.

L'ouvrage collectif proposé ici par les équipes du Forum du Tiers Monde fait le point pour ce qui concerne les luttes des femmes en Afrique. C'est un point de départ incontournable pour quiconque souhaite donner à la lutte des peuples pour leur émancipation économique, sociale, culturelle et politique toute l'ampleur qui lui est nécessaire pour « changer le monde ».